

**“Comme
un papier
tue-mouches
dans une
maison
de vacances
fermée”**

La Parole Errante
à la Maison de l'Arbre
9 rue François Debergue
Montreuil 93100



de mai 68 à... CHANTIER

**“Nous sommes
dans une société
de marché dans
laquelle le savoir
est devenu une
marchandise”**

***Francine
Demichel***

**Propos recueillis
par Pierre Vincent Cresceri
et Stéphane Gatti
Rédaction et mise en forme
Benoit Francès**

“le savoir est une marchandise”

Entretien
avec
Francine
Demichel

« Vincennes à Saint-Denis » : la fin de l’utopie. Pour le pouvoir, qui a imposé le déménagement en 80, ce n’est que la juste mise au pas d’une expérience extravagante. Or Vincennes est surtout un formidable laboratoire. La pluridisciplinarité, le regard porté sur le présent, l’importance du dialogue, les collectifs enseignants, la liberté d’enseignement et de recrutement, le refus des diplômes et de la notation, l’accueil des étudiants étrangers et des non-bacheliers – toutes créations de Vincennes, portées par une génération intellectuelle brillante. Francine Demichel, juriste, présidente de Paris-VIII-Saint-Denis de 87 à 92, arrive en pleine transition. Peu à peu, pour survivre, Vincennes se normalise. Les violents débats qui la parcouraient s’éteignent, notamment celui opposant communistes gestionnaires et extrême gauche anti-institutionnelle. Francine Demichel, comme d’autres, va œuvrer à conserver, autant que possible, les acquis alors que l’université française retourne aux mains des mandarins. Des recherches plus libres, l’importance de la parole, l’agitation politique et l’origine sociale des étudiants font néanmoins toujours de Paris-VIII une université à part – alors que la logique marchande règle de plus en plus le savoir.

“Nous sommes dans une société de marché dans laquelle le savoir est devenu une marchandise”

Comment êtes-vous arrivée à Vincennes ?

Je suis arrivée par l'intermédiaire de Georges Lapassade. On avait des amis communs. Il m'a dit : « Le président Frioux cherche quelqu'un pour s'occuper de l'administration économique et sociale, ainsi que du droit. » C'étaient des départements qui ne marchaient pas très bien. J'étais à Lyon-II. Cela m'intéressait, j'avais suivi des cours à Vincennes depuis Lyon, mais je n'avais jamais enseigné. Je suis arrivée juste au moment du déménagement, en septembre 80, et j'ai pris ma retraite l'année dernière. Je connais bien l'institution. Je l'ai dirigée, cela donne un regard sur une université. C'est une université passionnante. On y a beaucoup travaillé, contrairement à ce que l'on dit. Les enseignants étaient très présents. Il y avait beaucoup d'échanges et d'expérimentations. On s'y est aussi beaucoup amusé. C'était une université très joyeuse. 5

Des savoirs mêlés, au présent

Au départ, quand Edgar Faure propose la création de cette université, il va confier à des tendances de l'université la possibilité de créer de véritables laboratoires. Il va demander à Foucault de s'occuper de la philosophie. Il va y avoir la création d'un département de psychanalyse. On a dit que c'était un piège à gauchistes, mais cela a surtout l'air d'un immense laboratoire.

6 Je crois qu'il faut repartir du mouvement de mai 68 par rapport à l'université. Les étudiants et un certain nombre d'enseignants ont demandé que l'université hiérarchique traditionnelle, qui était un étouffoir, se casse et que l'on fasse autre chose. Notamment qu'il y ait de la pluridisciplinarité, que l'étanchéité entre les disciplines disparaissent, que les méthodes pédagogiques soient renouvelées. La contestation forte du cours est un élément extrêmement important de l'université d'aujourd'hui. Edgar Faure a eu l'intelligence de comprendre qu'il fallait faire une réforme. Il a fait une loi où il proclamait l'autonomie, cassait la verticalité traditionnelle avec la participation des étudiants et des Atos dans les conseils. Il faut penser qu'avant 68 seuls les professeurs de rang 1 – c'est-à-dire les vrais professeurs, pas les maîtres de conférence et les maîtres assistants – participaient au conseil de l'université. Il a donc introduit la participation. Il y a eu des débats : la parité étudiant-enseignant a été refusée, mais il y a eu une mixité, c'est-à-dire des représentants des Atos, les administratifs, des représentants des étudiants et des représentants des enseignants, avec un certain équilibre entre les enseignants-professeurs et les enseignants-maîtres de conférence. Il prend en compte cette revendication-là.

En même temps, il se rend bien compte qu'il faut faire quelque chose du côté de l'innovation pédagogique et pas seulement une réforme institutionnelle. Là, il est beaucoup plus prudent parce que la majorité des « mandarins », de ceux qui tenaient le pouvoir, veut le maintien de la pédagogie traditionnelle : le cours où tout le monde se tait, où le professeur parle, le cours magistral, les enseignants en robe. Il sent bien qu'il n'a pas une majorité derrière lui. Autant pour la participation, il y avait la majorité de tous ceux qui estimaient qu'ils devaient diriger l'université avec les profs, autant là, c'est plus contesté. Il prend cette idée assez ingénieuse. Il crée deux centres expérimentaux en même temps : Dauphine et Vincennes. Dauphine, c'est l'idée qu'on va faire une gestion un peu à l'américaine, une expérience dans l'université d'une grande école de gestion avec une autonomie enseignante, une autonomie pédagogique, une possibilité de sélection. Et, à l'autre bout de l'échelle pédagogique, Vincennes. Je pense que c'était une idée intéressante. Mais je ne suis pas sûre que dans son esprit, ce qui se faisait à Vincennes était destiné à se répandre. 7

Sauf que Vincennes a été construite, au départ, par des gens prestigieux : Deleuze, Badiou, Cixous. Dans toutes les disciplines, les gens qui sont arrivés à Vincennes n'étaient pas les derniers de la classe. C'étaient les premiers, d'une nouvelle génération, des gens jeunes. Ils avaient entre 30 et 40 ans. Cette nouvelle génération a construit Vincennes dans une grande liberté et, en même temps, avec des ambitions scientifiques. Un des pôles était qu'il fallait casser la dichotomie qu'il y avait entre l'université, où il y avait un savoir traditionnel qui parlait du passé, et la société. Il fallait créer une université dans laquelle on parle de la contemporanéité, de la société dans laquelle on vit. C'est la très grande originalité de Vincennes au départ : dans toutes les disciplines, tous les cours

étaient sur la vie contemporaine. Les historiens faisaient de l'histoire contemporaine, les philosophes parlaient de la vie, des pensées et des théories contemporaines. Cela a été d'une très grande originalité face à des universités de sciences humaines qui étaient toutes centrées sur l'histoire. Sartre n'était pas étudié à l'université, par exemple. C'est comme cela qu'il y a eu les cours de Lacan. Quarante ans après, il n'y a qu'à Vincennes qu'on enseigne la psychanalyse. Il fallait montrer que toutes les disciplines avaient droit à une université avec une logique pluridisciplinaire. La sociolinguistique se crée autour de Chevalier, dont Encrevé sera un des représentants après, la géopolitique se crée avec Lacoste, la psychanalyse avec Lacan et les frères Miller. Autant de nouvelles disciplines qui ne sont dans aucune autre université. Le pari de Vincennes, qui a été en partie gagné, en partie perdu, était que cette expérience pourrait essaimer.

- 8 Pourquoi en partie gagné ? On parlait des unités de valeur : cela s'est répandu. Aujourd'hui, le LMD (licence-master-doctorat), l'harmonisation européenne sont fondés sur des unités de valeur. Cela s'appelle crédit parce que c'est le mot anglo-saxon qu'on a traduit, mais en réalité, ce sont des unités de valeur. Là, Vincennes a essaimé. La logique canadienne sur laquelle était fondée Vincennes, c'est-à-dire qu'on présente à l'étudiant un certain nombre d'enseignements et qu'il compose son programme à la carte, est une réussite dans l'ensemble de l'université. Les juristes essaient toujours de revenir à des cours hiérarchisés, des programmes imposés. Les étudiants sont très hostiles à cela. Ils ont intégré qu'il faut leur laisser un minimum de choix. Mais sur la pluridisciplinarité, qui était majeure pour Vincennes – vous avez toujours dans une même UFR des philosophes, des artistes, des cinéastes, des plasticiens qui travaillent ensemble. L'esthétique et la philo ne sont pas coupées l'une de l'autre, ce qui est un enrichissement pour les disci-

plines. Cela, vous ne le trouviez guère qu'à Vincennes. Aujourd'hui, dans les universités, les disciplines se sont recomposées de façon un peu classique. Sauf exceptions : Nanterre, vous avez le droit et l'économie, le droit et les langues. Il y a des tentatives intéressantes à Nanterre, mais cela n'a pas le même impact. Par la suite, cela a été considéré par le pouvoir comme une université d'excellence au point de vue recherche. Il y a une tradition de recrutement de vrais chercheurs, des gens qui ne sont pas simplement des enseignants dogmatiques et reproductifs du système. C'est resté.

« Apprendre, c'est prendre »

Les étudiants géraient bien la pluridisciplinarité, mais, au niveau des enseignants, au départ, la collaboration avec différents collègues est difficile.

9

Au niveau des enseignants, ce n'est pas très grave. Ce qu'on attend de l'université est qu'un enseignant, d'une part, réponde aux questions. C'est la grande richesse de Vincennes. Les petits groupes, ce n'est pas parce que les enseignants étaient paresseux et qu'ils voulaient travailler avec peu d'étudiants. C'est parce que, quand vous ne dépassez pas une vingtaine, vous pouvez répondre aux questions des étudiants. Quand vous avez deux cents personnes devant vous, vous ne répondez à rien du tout. Je crois que Courtois cite cette phrase dans un article qu'il vient de faire dans un ouvrage collectif sur mai 68 : « Apprendre, c'est prendre. » C'est très juste. C'est l'idée qu'il faut que les étudiants posent des questions. Que le vrai savoir passe par des questions-réponses et pas par un discours

préconstruit, organisé, où l'on ne voit pas la trame de la pensée. Cela a l'air d'être de l'improvisation, mais il y a une vraie réflexion. C'était une richesse pédagogique de Vincennes. Maintenant les étudiants posent des questions de façon plus académique, moins violente dans la forme. Mais il n'est pas pensable que vous ne répondiez pas à la question d'un étudiant à Vincennes. Si vous ne répondez pas, vous avez immédiatement une contestation globale ou alors vous changez de département. Même les juristes qui n'aiment pas beaucoup cela ont été obligés de s'y mettre.

Ce qui est très fructueux dans Vincennes, c'est que c'est une université où il y a une grande liberté de parole. Vous pouvez dire aux gens un certain nombre de choses, ils acceptent. Cela peut même être dit de façon violente, de façon insistante. Il peut y avoir des discussions pour des choses qui, de l'extérieur, ne paraissent pas très importantes. C'est un lieu de débat, et, conséquence de mai 68, c'est une subversion par la parole. Aujourd'hui, on est dans le règne de l'image et de l'écrit, la parole n'est plus tellement mise à l'honneur. D'ailleurs, les lycéens demandent des programmes écrits, des contrôles écrits, des contraintes écrites. Je suis très hostile à cela. À Vincennes, tous les linguistes ont toujours défendu le fait que l'orthographe n'est pas importante. C'est le grand courant de la sociolinguistique. L'orthographe est une contrainte. Voltaire faisait des fautes d'orthographe. Aujourd'hui, on le corrigerait tout le temps. Il écrivait un même mot de quinze façons différentes. Montaigne aussi. C'est le XIX^e qui a commencé à faire de l'orthographe une normalisation. Cette expression verbale surprend. C'est une université où les gens sont présents, où les enseignants sont encore présents, un peu moins qu'avant, et où les débats se font. Les gens se disent des choses directement. Et je pense qu'il faudrait préserver cela.

Le fait que les enseignants ne s'entendent pas, c'était vrai.

Après des années de violents conflits entre les communistes ou ceux qui en étaient proches, qui étaient participationnistes, et les groupes gauchistes, maoïstes ou trotskistes, qui étaient anti-participationnistes, cela s'est estompé. Quand j'étais présidente, ce problème-là ne se posait plus. Il y a toujours eu des gens anti-participationnistes. Ils ne votaient pas et ne participaient pas à la gestion de l'université. Mais c'était sans violence verbale. La violence verbale était due aux effets de mai 68. C'était bien d'ailleurs, les gens s'expliquaient. C'était parfois un peu grotesque vu de l'extérieur, mais, entre eux, les problèmes se réglaient quand même par la parole. Vincennes a été géré essentiellement par des participationnistes communistes ou proches des communistes. Quand j'ai été élue à la tête de l'université, j'étais encore au PC, je l'ai quitté après. Frioux avant moi était communiste, Merlin était socialiste. Tous étaient participationnistes, on était pour l'idée qu'il fallait aller au charbon, on ne pouvait pas laisser l'université être gérée par d'autres. Jusqu'à aujourd'hui, il y a des participationnistes et des non-participationnistes, mais ils cohabitent 11 politiquement.

Est-ce que vous pouvez expliciter en quoi cette querelle entre participationnistes et anti-participationnistes a été un enjeu politique important ?

N'oubliez pas les slogans de mai 68, issus de Cohn-Bendit, c'est-à-dire d'un mouvement proche de l'anar-chisme. L'idée était : « Élection, piège à cons. » C'est la tendance de Sartre. Les sartriens disent que les élections ne servent à rien, qu'il ne faut pas y aller. Cette tendance gauchiste maoïste issue de mai 68 a été très anti-participationniste à l'origine : il faut casser l'université, il faut que les étudiants prennent le pouvoir de façon anarchiste, complètement horizontale, et ne pas par-

ticiper aux institutions. Les institutions, cela voulait dire aller voter dans les conseils centraux, élire un président. Tout cela était un débat très fort. Cela a été même jusqu'à la bagarre physique entre ceux qui voulaient organiser des élections pour que Vincennes ait des statuts et soit une université gérée administrativement où il y ait un minimum de droit et ceux qui disaient : « Non, il faut le spontanéisme permanent. » Les premières élections ont eu lieu avec des piquets CGT, des gros bras de la CGT. À l'époque, les manifestations étaient dures, il ne faut pas oublier la guerre d'Algérie. On n'emmenait pas les enfants en poussette, ça se bagarrait. La CGT avait un service d'ordre très puissant. Les gros bras de la CGT venaient occasionnellement prêter main-forte pour que les élections puissent se dérouler parce que les non-participationnistes n'acceptaient pas qu'il y ait des élections. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas, mais vous avez quand même une partie des enseignants qui, pour des raisons idéologiques, politiques, refusent de participer aux instances. Il y en a très peu, mais il en reste quelques-uns

12 qui disent : « Ce n'est pas comme cela qu'on changera les choses. » Si vous lisez les ouvrages récents de Badiou, il le dit encore : pour changer les choses, il faut prendre des nœuds et tirer pour voir ce que cela donne. Et c'est pour cela qu'on a dit que c'étaient les communistes qui géraient, parce que c'étaient les seuls qui acceptaient de gérer. Ce n'était pas qu'ils étaient représentatifs d'une grande majorité. Ils étaient parmi d'autres. Il y avait des tendances gau-chistes très fortes, des tendances maoïstes très fortes et la tendance communiste, avec une partie des socialistes, très peu nombreux à l'époque, qui disait : « Il faut y aller, on a la possibilité d'avoir une université qu'on gère, on ne va pas la laisser gérer par des gens de l'extérieur. » Aujourd'hui, la non-participation signifie aussi une dépolitisation, le fait que les gens se désintéressent de la vie politique. Là, c'était l'inverse : la non-participation était un enjeu politique.

C'était une période intéressante. Ça a duré jusqu'au moment du déménagement.

Une université en deuil

Le déménagement a cassé beaucoup de choses. Je suis arrivée après le déménagement, c'était une université en deuil. Une institution peut être en deuil comme un humain. Cette université a failli être cassée. On lui a changé son public étudiant. À Vincennes, il y avait un public étudiant lettré, adulte, qui venait écouter Deleuze, Lacan, et qui ne venait pas pour les diplômes. À partir du moment où on a été à Saint-Denis, il y a eu beaucoup plus de bacheliers, un recul des non-bacheliers et un recul d'une partie des doctorants, de l'intelligentsia qui venait écouter... Il y avait toujours les cours de Deleuze avec trois cents personnes, alors que la salle devait n'en contenir que cinquante. Mais ce n'est plus la majorité des cours. L'université a perdu le public auquel elle était attachée. Elle a changé de lieu, on l'a mise dans les locaux d'un IUT, plus qu'à l'étroit. C'était une sorte de mort programmée. Ce que pensait le pouvoir, Saunier-Seité à l'époque, est qu'on allait réduire cette université à la portion congrue. Elle faisait peur parce qu'elle était remuante, turbulente, imprévisible, tout ce que déteste le pouvoir. Ils se sont dit : « On va la mettre là, elle va être banalisée, ça va être une université de banlieue. » Aucun Atos n'est parti, il y a eu une mutation des étudiants. On a récupéré des étudiants intéressants, ceux du 93 et du 94. Intéressants pour d'autres raisons, parce qu'ils sont de milieu populaire et qu'ils n'ont pas une connaissance du savoir académique et universitaire. Ils apprennent et ils sont très intéressés, on leur ouvre des horizons. Peu d'enseignants sont

13

partis et il y a eu un président exceptionnel, Frioux. Je ne sais même pas s'il a été élu, nommé, mais il a fait la transition. Il a permis à cette université de perdurer. Il a été là jusqu'à ce que je sois à mon tour présidente en février 87, pendant cette période cruciale où l'université aurait pu sombrer, aurait pu devenir un collège de premier cycle. C'était un peu la logique du pouvoir : on les met dans des locaux d'IUT, ils vont devenir comme un IUT, ils vont perdre leurs étudiants. Il n'y avait pas de métro, pas de locaux... Cette université était blessée, une vraie blessure symbolique et physique aussi.

Quand je suis arrivée, il m'a donné la responsabilité du premier cycle. On avait des diplômes d'université à Vincennes qui n'étaient pas nationaux. Les étudiants s'en moquaient complètement puisque les diplômes nationaux ne comptaient pas. Progressivement, on s'est rendu compte que les étudiants voulaient des diplômes nationaux. On a fait passer tous les diplômes d'université en deugs. Et on a fait un pool des premiers cycles. À partir de 83, j'ai géré cela. Parallèlement, on a mis en place les UFR. Frioux a décidé d'abandonner le forfait, puisque c'était une université qui fonctionnait au forfait, et de passer aux normes nationales. On est entré dans la logique de la loi Savary avec les UFR. Cela a normalisé l'université sur le plan institutionnel, ce qui lui a permis de survivre. Elle serait restée centre expérimental avec ses pratiques – les collectifs décidaient de tout, collectifs où il y avait les enseignants, et quelquefois des étudiants –, il n'y aurait pas eu la mise en place des institutions et cela aurait provoqué une marginalisation croissante de cet établissement. Je pense que le pouvoir attendait qu'on se marginalise et que les étudiants ne viennent plus.

Normalisation et continuité

La première chose qu'a faite le pouvoir pour disqualifier l'enseignement donné à Vincennes était de disqualifier les diplômes, en décidant qu'ils ne seraient plus nationaux vu les conditions d'attribution.

Il y a eu une bagarre là-dessus. À l'origine, c'étaient des diplômes d'université, donc le pouvoir ne s'en préoccupait pas. Après, il y a eu des diplômes nationaux. Je me suis occupée de la gestion des deug : on a essayé de faire en sorte de tenir les deux bouts de la chaîne. Cette université est complexe parce qu'à la fois il fallait la faire entrer dans un minimum de moule étatique avec des diplômes répondant aux normes nationales, mais en même temps, préserver sa spécificité. C'était contradictoire, ce qui en faisait la richesse et la difficulté. On a essayé de bâtir des deugs qui soient pluridisciplinaires. Par exemple, en droit, on a fait une UFR qui s'appelait PAE – pouvoir, administration, échange – dans laquelle il y avait un deug qui comprenait de l'économie, de la sociologie, de la philosophie et du droit. On a été habilités dans un premier temps. Ensuite, la normalisation a été accrue. La division disciplinaire s'est accrue, pas tellement à cause du pouvoir, contrairement à ce que l'on croit, mais à cause des enseignants eux-mêmes. Les enseignants nouvellement nommés étaient de plus en plus dans une logique disciplinaire stricte. Ils ont été formés comme cela. Ils ont fait des thèses disciplinaires, ils ont été recrutés par le CNU de façon disciplinaire. C'est sous la pression des nouvelles générations d'enseignants qu'on est revenu à des normes plus strictes. Au départ, quand on a « deugé » nos diplômes de premier cycle,

15

c'était de la pluridisciplinarité à peu près totale. C'était très intéressant. Il y en a encore qui continuent à pratiquer la pluridisciplinarité, en philo, par exemple, avec l'esthétique, ou en linguistique. Mais il y a quand même cette forte tendance des enseignants à revenir à leur chapelle. C'est la faute des enseignants. Le pouvoir répond à une sollicitation.

Mais pour ceux qui font des recherches, cela concerne environ 50 % des enseignants, on essaie quand même de maintenir cette spécificité qu'est la pluridisciplinarité. On travaille avec des sociologues, des économistes, des philosophes. Dans toutes les interventions, les colloques, il y a ce mélange-là. C'est une spécificité du droit. Mon mari a monté un truc de droit médical, je travaille en droit médical. C'est un droit où vous avez toutes les disciplines : la psychologie, la psychanalyse, la philosophie, l'économie, la sociologie. Vous ne pouvez pas écarter ces disciplines. On est des zombies pour les juristes. On est à part, ils nous aiment bien parce qu'on n'est pas agressif. J'étais à la direction de l'enseignement supérieur parce qu'Allègre m'a
16 demandé d'y aller. Je n'ai pas eu de mauvais rapports avec les juristes, mais ils se disent que ce qui se fait à Vincennes est à part. Ils ne font pas de délation. Ils disent : « Vous travaillez autrement. » C'est quand même l'idée d'enclave. De même que les études féminines de Cixous n'ont pas essaimé. De même la psychanalyse : aucune autre université française n'a de département de psychanalyse. Ce sont des choses qui sont restées trop excentriques. Pour eux, on est des ovnis, des gens qui travaillent complètement en dehors... On ne les gêne pas parce que, majoritairement, ils fonctionnent à leur manière et de façon positiviste. Ils pensent avoir raison. Je pense qu'ils ont tort ; la manière classique d'enseigner ces disciplines va dans le mur. Vous ne pouvez pas être juriste à Vincennes, si vous faites de la recherche, sans vous poser la question : à quoi sert le droit dans la société ? Ce ne sont pas les techniques juridiques qui vous

permettront de répondre à cette question. À cette question, la majorité des enseignants vous dit : « Il y a une loi, elle a été prise et c'est terminé. » Ils sont positivistes. La bataille de la recherche en sciences sociales n'est pas terminée.

C'est une université qui a beaucoup de potentialités. Sa recherche est très bonne, aujourd'hui encore. Tout le monde le reconnaît, même les experts qui ne sont pas favorables aux innovations de Paris-VIII. Ce n'est pas que les enseignants de Paris-VIII soient plus novateurs que les autres, mais ailleurs, ils n'ont pas d'espace. Ce qui fait la grande richesse de la recherche de Vincennes, c'est qu'on laisse un espace aux jeunes. Quand un jeune arrive, il veut travailler sur telle chose, on le laisse faire. C'est une université de sciences humaines, donc les crédits sont modestes, ce n'est jamais des grosses sommes, mais on l'aide d'une façon ou d'une autre. Et, en tout cas, on le laisse faire des cours, réfléchir. C'est une des richesses. Ailleurs, vous avez une normalisation des universités. Il n'y a plus de mandarinat, mais il y en a quand même. Pour diriger un laboratoire, il faut commencer à avoir des galons et un certain âge, autrement vous ne dirigez rien du tout. Pour vous exprimer dans des colloques, vous n'en avez pas la possibilité. Si vous comparez une université comme Paris-IV et Paris-VIII, au point de vue de la verticalité et de l'imposition des normes scientifiques, c'est la nuit et le jour. C'est resté, même si l'université n'est plus ce qu'elle était.

Je me souviens de l'époque où les collectifs d'enseignants recrutaient les enseignants. Dans les collectifs, il y avait tous les enseignants, y compris les chargés de cours, c'est-à-dire des gens qui sont des professionnels et qui ont un cours, y compris parfois des étudiants avancés de doctorat qui venaient dire leur mot. Après, la vraie instance juridique, la commission spécialiste, faisait ce que lui avait dit de faire le collectif. C'est impensable ailleurs ! Cela a été progressivement gommé. Il y

a eu une reprise des mandarins. Maintenant, les commissions de spécialistes veulent fonctionner entre elles. Je ne suis pas pour qu'ils imposent. J'avais une solution intermédiaire qui était de dire : « Il faut que le collectif se prononce parce que le collectif traduit les besoins du département. Les enseignants connaissent les besoins. » À partir de cette orientation, la commission de spécialistes pouvait choisir. Je suis pour qu'on maintienne les deux. Mais, aujourd'hui, on est revenu à une certaine logique mandarinale : la commission de spécialistes recrute à partir des recherches. Vous pouvez avoir des recrutements qui sont surprenants pour Vincennes. Une institution ne peut pas en permanence lutter contre une ambiance générale. L'université est redevenue mandarinale, alors qu'elle aurait pu choisir une autre voie après 68. Les patrons imposent souvent leurs élèves. On dit que c'est du localisme, mais ce n'est pas que cela, c'est de la cooptation hiérarchique. Recruter quelqu'un que l'on connaît, dont on sait qu'il est capable de faire ceci ou cela, ce n'est pas si idiot que cela. Vous l'avez testé, il est depuis dix ans dans

18 l'université, vous savez ce qu'il vaut, ce qu'il sait faire ! Je ne suis pas contre le fait qu'on le recrute. Mais le mandarinat, c'est-à-dire le patron qui recrute son élève, et en dehors de son élève aucun autre n'a une chance, je ne pense pas que ce soit efficace. Mais c'est très largement majoritaire.

L'enseignant enseigné

Restera quand même dans cet écrin qu'est Vincennes le séminaire qu'a fait Deleuze. Son hyper-disponibilité et son écoute vis-à-vis des gens qui l'entourent étaient impressionnantes. Les pratiques deleuziennes étaient-elles contaminantes par rapport aux autres enseignants ?

À l'époque, oui. J'ai connu des juristes qui ont essayé de venir à Vincennes parce que c'était proche de Paris, des professeurs de droit, mais qui n'y sont pas restés. Ils avaient l'habitude de parler, de ne pas accepter d'être interrompus et de ne pas écouter quand on leur posait des questions. Ils ne sont pas restés parce qu'il y avait un climat intellectuel. On ne les a pas fait partir, mais Vincennes fonctionnait dans un climat de débat et les étudiants vous posaient des questions comme si vous étiez à leur niveau : pourquoi vous dites cela ? Et c'est resté. Il y avait toujours l'idée qu'un enseignant n'a pas de droit a priori, mais qu'il doit légitimer son savoir. Quand vous expliquez quelque chose, il faut que vous disiez pourquoi. Quand on vous pose une question, ce n'est pas forcément parce que l'étudiant est un imbécile, c'est peut-être parce que vous n'avez pas expliqué pourquoi vous pensez cela. Et Deleuze, c'était caractéristique parce qu'il avait une réputation de très grande intelligence, il donnait l'impression d'improviser, mais en réalité, il pensait tout le temps. Il croyait profondément des choses, mais il laissait se faire les débats. J'ai connu cela dans presque tous les cours. Il y avait un slogan issu de Mai 68 qui avait beaucoup choqué : l'enseignant enseigné. C'était l'idée : le jeu des questions-réponses plutôt que le cours magistral.

19

Aujourd'hui, le problème ne vient pas des enseignants, il vient des étudiants. Les étudiants sont tellement normés dans le secondaire qu'ils n'osent plus parler. On a des premières années qui, au lieu de poser des questions, se désintéressent du cours, n'écoutent pas. Il y a quelque chose qui leur a échappé, ils se désintéressent. Ils ne commencent à poser des questions que quand ils ont compris qu'ils pouvaient le faire, c'est-à-dire au niveau de la licence et a fortiori du master. C'est pour cela que ce n'est pas une université qui peut fonctionner avec des groupes de cinquante. Je pense que toute l'université devrait fonctionner comme cela. Ce n'est pas un

problème de programme. Il faut arrêter de faire des programmes. Qu'il y ait une trame, mais que l'enseignant ait le choix de traiter les questions qui l'intéressent, où il est bon, où il est original. Obliger à des programmes où on doit tout balayer, c'est une erreur, dans le secondaire comme dans le supérieur. Vincennes a fonctionné sans programme. C'est vrai qu'il y a des trous après. C'est pour cela que vous ne pouvez pas préparer les concours de façon sérieuse à Vincennes parce que l'agrégation est construite sur des programmes... Vous ne pouvez pas demander un programme à Deleuze, à Badiou. Même aux enseignants actuels. Qu'est-ce que vous allez leur demander ? Il y en a un qui a envie de traiter de Spinoza, il traite de Spinoza. Un autre pense qu'il a des choses à dire sur Sartre, il traite de Sartre, que Sartre ou Spinoza soient ou non au programme de l'agrégation. Cette idée de programme n'a jamais été intériorisée par les enseignants. Le problème est qu'aujourd'hui les étudiants arrivent avec la notion de programme dans leur tête : il faut que vous me parliez de cela... Non, quand vous savez comment
20 penser, après vous pouvez aller chercher les choses ailleurs. C'est une démarche assez originale de Vincennes et qu'il faudrait conserver. Mais je ne suis pas sûre parce qu'il y a la pression. Les jeunes arrivent et pensent que, pour avoir un diplôme, pour passer un concours, ils ont besoin de tout connaître. C'est l'idée de tout embrasser.

Ni notes ni diplômes

Au départ, il y a une sorte de refus des diplômes, refus du programme. C'est dire si Vincennes se crée sur des bases totalement incompréhensibles aujourd'hui.

L'idée de départ, qui n'a pas été creusée... on met la sanction dans la règle, mais c'est faux, la sanction est hors de la règle. La sanction n'intéresse pas la règle. Il faut penser la règle sans la sanction. Il faut penser une obligation de comportement en dehors de la sanction. Et là, on aura un droit progressiste. Mais on n'en est pas encore là. Aujourd'hui, on met la sanction avant même la règle. On est dans une société qui a magnifié la sanction. Tout est sanctionné, tout est pénalisé. On peut sanctionner différemment une norme par le fait que quelqu'un intériorise et soit d'accord avec un comportement. C'est le rapport de confiance. La sanction, elle, traduit des rapports de forte méfiance. Vincennes a mis en place l'idée qu'il ne doit pas y avoir d'examen, mais un contrôle continu. On vérifie au fur et à mesure si l'étudiant s'est approprié le savoir. Et on peut le vérifier selon des modalités extrêmement différentes. Cela peut être le fait qu'il soit présent aux cours, qu'il pose des questions intelligentes, qu'il ait des lectures et en parle. Ce n'est pas la notion d'examen. Cette démarche-là est très intéressante. Elle n'a pas été portée par l'université française, 21 au contraire. Aujourd'hui, il faut des examens partout. Aujourd'hui, les étudiants demandent des examens. À Vincennes, on fait du contrôle continu. On dit : « Vous êtes au niveau... » On n'aime pas beaucoup noter, on n'est pas très chaud pour la notation : pourquoi mettre 8 à l'un et 7 à l'autre ? On considère qu'il y a des niveaux : vous avez atteint ou pas le niveau. On n'était pas pour les mentions. Tout ce qui est la hiérarchisation des notations, ce n'était pas dans la culture pédagogique vincennoise. À mon avis, c'était une démarche extrêmement judicieuse contrebalancée, aujourd'hui, par la société. Nous sommes dans une société de marché dans laquelle le savoir est devenu une marchandise et où tous les étudiants se situent en concurrence les uns avec les autres : « Madame, je suis meilleur que lui. »

Ils ne s'examinent pas par rapport à eux-mêmes – et c'est le secondaire qui fait cela aussi –, mais par rapport aux autres. Donc, ils veulent des mentions : « Je suis passé avec combien ? » Vincennes était complètement à contre-courant de cela. C'était une logique anticompetitive, l'idée qu'on peut évaluer quelqu'un en lui-même et sans comparaison avec les autres. C'est une idée très forte, mais à mon avis, qui est morte aujourd'hui ou très mal en point. L'idée qu'on peut évaluer le savoir de quelqu'un de mille manières. On peut évaluer le savoir d'un étudiant avec un dessin. Une peinture peut montrer qu'un étudiant a compris ce que vous avez dit, ou un texte. Ce n'est pas forcément trois heures de contrôle sur table. Or, c'est ce qui domine aujourd'hui. Parce qu'il y a une pression des étudiants. Par exemple, ils demandent des copies anonymes. L'anonymat est le contraire de Vincennes, puisque l'évaluation se fait *intuitu personae*, en fonction de la personne. Vous êtes un bavard, vous allez vous exprimer par la parole ; votre voisin fera un écrit parce qu'il est plus à l'aise dans l'écrit, un autre fera un journal, 22 un quatrième fera un dessin, montera une manifestation. Vous les évaluez tous en fonction de leur expression. Vous ne pouvez donc pas accepter l'anonymat. Or, aujourd'hui, la pression des étudiants, c'est la copie anonyme, l'examen terminal écrit où tout le monde est pareil. On est obligé de faire des contrôles terminaux, c'est marqué dans les diplômes. Je leur dis de prendre tous les documents qu'ils veulent, le cours, le Code... Ils me regardent avec des yeux ronds en se disant : « Elle est folle. » Parce qu'ils ont intériorisé l'idée de tous égaux et tous en concurrence les uns avec les autres, on fait tous la même chose. Cette pédagogie qui était extrêmement intelligente, d'avant-garde, qui a été mise en place pendant des décennies, je suis sûre qu'elle est en voie de régression parce qu'il y a une demande des nouvelles générations d'égalitarisme. Et je pense que c'est une erreur fondamentale. L'université, ce n'est pas

cela. Mais ils sont dans : « Je paie un Coca tel prix, je dois avoir un cours... » Ils sont dans la rentabilisation du cours. Il faut que le cours ait un examen et que je sois noté, et si je suis un peu meilleur que celui d'à côté, il faut que je sois au-dessus de lui. Ils ont réintégré une hiérarchie de la notation. C'est la logique nationale. Notre université ne pourra pas lutter contre cela.

Vincennes a essayé de dissocier savoir et pouvoir. L'évolution a fait que le savoir est aujourd'hui encore plus fortement lié à l'économie en dehors même du pouvoir et que le conformisme, lié à l'époque à la soumission au pouvoir, est devenu un conformisme de soumission à l'économie de marché.

C'est compréhensible. Tout pousse à cela. Les générations d'étudiants qui arrivent attendent qu'on leur donne des diplômes qui soient payants sur le marché. Ils n'ont que cela comme perspective. Si en plus ce diplôme leur ouvre des perspectives, ils sont contents, mais ils demandent d'avoir un diplôme qui leur permette d'avoir un boulot derrière. Les étudiants étrangers, eux, seraient un peu déconnectés de cette logique. Ils viennent vraiment pour apprendre quelque chose, pas pour travailler. Pour apprendre et repartir dans leur pays. Cela donne une autre dimension. Mais comme ils sont de moins en moins nombreux, il y a la pression des étudiants, la pression des collègues. Le positivisme est redevenu majoritaire. L'esprit critique a régressé dans toutes les disciplines. La sociologie est de moins en moins une sociologie critique, la philosophie critique est devenue ultra-minoritaire. Donc les enseignants s'accommodent d'avoir des diplômes normalisés. Et il y a surtout la pression du pouvoir qui a intérêt à avoir des universités économiquement axées sur l'entreprise. Mais on pourrait faire

les deux.

Les gauchistes avaient une position radicale, surtout les Enragés de mai 68. Ils disaient : « On ne veut pas se préoccuper des problèmes de révolution politique. La révolution politique ne nous intéresse pas. Ce qui se passe au niveau de l'État et du pouvoir ne nous intéresse pas. Nous, on veut vivre aujourd'hui différemment au quotidien. » C'était la quotidienneté de leur vie qui les intéressait, y compris dans l'université. C'était l'époque où il n'y avait pas de problèmes de chômage non plus. Donc les débouchés professionnels ne les intéressaient pas. Il y avait vraiment le savoir pour le plaisir d'apprendre, c'était la philosophie du désir mise en évidence en 68 à laquelle on a reproché d'être trop importante par la suite. C'était une nouvelle philosophie du désir, et tout ce qui était problème de contrainte, de boulot, c'était réglé... Avec la crise maintenant, on s'aperçoit que c'est très difficile de penser les deux. Mais je crois qu'on peut le faire. Je continue à penser qu'un diplôme peut déboucher sur un métier et ne pas être complètement inintelligent, qu'on peut mettre les deux dans un diplôme : un certain nombre de savoir-faire professionnels – les études de droit, cela peut permettre à quelqu'un de devenir avocat, notaire, conseil juridique –, mais, en même temps, il faut qu'on lui apprenne à quoi sert le droit dans la société. Les enseignants ont beaucoup de mal à faire les deux. Il y a les enseignants qui se consacrent exclusivement à leur savoir. Un philosophe qui vous parle de Spinoza, c'est difficile pour lui d'ancrer Spinoza en se disant : « Demain, mes étudiants deviendront journalistes. » Et pourtant, il faudrait faire des liens entre les savoirs et les savoir-faire. Mais l'université a beaucoup de mal à le faire. Je pense que c'est l'avenir, qu'on ne peut pas dire : « Les diplômes ne doivent servir à rien. » Parce que les étudiants sont trop angoissés, y compris les étudiants fils de cadres. Ils sont paniqués sur leur avenir : « Qu'est-ce que je vais pouvoir faire avec ce

diplôme ? » Ils regardent tous les perspectives, ils ne choisissent pas forcément un diplôme en fonction de leur intérêt personnel. Ce qui n'était pas pensable avant ; on faisait quelque chose parce que cela nous plaisait. Ils choisissent parce qu'il y a des débouchés. On ne peut pas lutter contre, sauf à penser les diplômes différemment. Il faut relancer un peu l'esprit critique. C'est difficile dans une université.

Les étudiants étrangers et les non-bacheliers

Un autre aspect de Vincennes, présent dès le départ, et qui a continué à Saint-Denis est l'accueil des étrangers. C'était quelque chose de très important qui, d'une certaine façon, a même influé sur les contenus.

C'était une démarche volontaire. D'abord parce que cette université se voulait internationale, ouverte sur le monde contemporain. Pour questionner le monde contemporain, il faut aussi accueillir le monde. Il y avait et il y a toujours une politique d'accueil des étudiants étrangers. C'est la première raison, la contemporanéité de cette université et de sa recherche. La deuxième raison est que cette université considérait à juste titre qu'il ne fallait pas être entre soi. C'est le contraire d'une université de classe au sens propre du terme. Il y a des universités, comme Paris-IV, qui sont des universités de classe. La bourgeoisie est chez elle à Paris-IV. Sciences-po, avant que Richard Descoings fasse des ouvertures, était un établissement de classe. Dauphine est un établissement de classe. Ce sont des établissements qui, volontairement, considèrent qu'ils ont à former l'élite de la nation et que les gens sont heureux quand

21

ils sont entre eux, quand ils raisonnent tous de la même façon, quand ils pensent tous de la même façon. Vincennes, c'était le contraire. C'était l'idée que l'ouverture, le bonheur, la joie de vivre, la vie tout simplement, c'est le choc des différences. C'est la mise en pratique des théories deleuziennes, de Derrida, sur la différence, sur les minorités. C'est la confrontation de toutes les minorités du monde qui fait que les étudiants vont s'enrichir les uns les autres. Cela dure encore. Je crois qu'il y a un peu plus d'un tiers d'étudiants étrangers.

Mais c'est vrai qu'avec la politique de contrôle des frontières des gouvernements depuis plusieurs années c'est beaucoup plus difficile. On demande aux étudiants des justificatifs. Il faut qu'ils passent par leurs ambassades, par leur pays. Il n'y a plus cette libre circulation des étudiants étrangers, et c'est, à mon avis, un drame. Mais c'est la politique de l'État, et on ne peut pas aller à l'encontre. À la limite, on essaie d'arranger les choses, d'aider les étudiants étrangers qui ne sont pas tout à fait en règle à l'être, mais on est désigné du doigt par la préfecture et un beau jour, cela tombe : « Vous ne pouvez pas garder tels étudiants... » Et dès qu'ils sont sortis, ils se font ramasser et renvoyer. On perd beaucoup d'étudiants qui partent « dans la nature », mais ce n'est pas dans la nature, ils sont renvoyés dans leur pays. Là aussi, on est à contre-courant, mais je pense que c'est une politique théoriquement fondée. On ne dit pas : « On prend les étudiants étrangers parce qu'on aime les Africains... » Il y avait une très forte population latino-américaine, quand il y a eu des dictatures en Amérique latine. On a récupéré un certain nombre de jeunes qui étaient poursuivis par la police. On continue d'avoir beaucoup d'étudiants chiliens, brésiliens, et on a des échanges avec toute l'Amérique latine. Évidemment avec l'Afrique et le Maghreb. Mais avec beaucoup plus de difficultés aujourd'hui. Les universités françaises sont en train de se franciser. Tout le monde croit que c'est bien, mais

je pense que c'est une erreur gravissime. Les Américains ont plus de 50 % de leurs enseignants et de leurs étudiants d'origine étrangère. C'est comme cela qu'ils ont un savoir qui est en avance sur le nôtre. Quand vous discutez avec le ministre de l'Intérieur ou les gens qui font la politique de l'immigration, ils ne comprennent pas cela. Ils disent qu'il faut prendre les meilleurs, mais ce n'est pas vrai. D'abord, qu'est-ce que le meilleur étudiant ? Qui peut dire à l'avance qui sera un bon étudiant ? C'est une idée fausse du stéréotype de l'étudiant. Il y a le bon étudiant, celui qui a passé chez lui l'équivalent du bac dans de bonnes conditions. Mais ce n'est pas vrai. Vous avez des étudiants qui ont été brillants jusqu'au bac et qui sont des fruits secs après. C'est pour cela qu'on prenait des non-bacheliers. Certains sont devenus des professeurs de fac. Ce n'est pas parce que quelqu'un n'a pas eu le bac qu'il est inintelligent et qu'il ne peut pas apprendre. Cette idée qu'il faut faire des brassages d'intelligences et ne pas mettre les gens dans le même moule était une des richesses de Vincennes.

Je crains qu'elle ne s'amenuise. Aujourd'hui, il y a quand même le relais des jeunes des banlieues qui est une richesse aussi. Ils ont souvent une double culture. En tout cas ceux qui viennent chez nous, ils sont soit d'origine africaine, soit d'origine maghrébine. Il y a beaucoup de filles, très bien, très dégourdis, très vives, très intéressées par les études parce que c'est un moyen pour elles de se sortir du milieu familial. Elles sont très bonnes en général. Elles suivent les cours, elles s'intéressent, elles parlent, elles prennent des initiatives. Les filles sont plus vives que les garçons. En tout cas, il y a un renouvellement, une richesse de Saint-Denis, d'avoir ces jeunes. Et pas seulement des étudiants dont les parents ont déjà fait des études.

Un troisième chantier qui a commencé dès le début et qui fai-

sait que Vincennes avait un nouveau fonctionnement, c'est l'ouverture aux salariés, aux non-bacheliers, aux bacheliers, mais aussi à des gens qui n'étaient pas forcément en recherche de diplôme.

Cela a été très fort à l'origine. Les non-bacheliers, on en a beaucoup parlé. Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup d'universités qui prennent les non-bacheliers sans examen. Nous, on prenait le non-bachelier sur son histoire. On regardait ce qu'il avait fait et on ne lui faisait pas passer d'examen. Après, il y a eu la loi de 84 avec les mères de famille, le fameux décret permettant aux mères de famille qui avaient eu trois enfants de venir à l'université, même non-bacheliers. C'était la pratique de Paris-VIII que la gauche a mis dans un décret. Ça a élargi. Il y a toujours la politique d'accueil des non-bacheliers. Quand on vient me voir, je m'occupe d'en faire passer quelques-uns. Mais il y a moins de non-bacheliers. Le bac étant donné à plus d'individus dans la classe d'âge, la minorité non-bachelière vient
28 moins à l'université. Et il y a quand même cette idée que l'université n'est pas un lieu où l'on peut obtenir un boulot. Les non-bacheliers iront plutôt au Cnam. Ils essaieront plutôt de faire quelque chose dans une boîte privée plutôt que venir à l'université où ils se disent : « Est-ce qu'on va avoir un diplôme ? » Il y a aussi cette image des universités de sciences sociales : elles ne servent pas à donner des diplômes, ce sont des usines à chômeurs, vous l'entendez encore souvent. À mon avis, c'est faux. J'ai souvent discuté avec des patrons quand j'étais à la direction de l'enseignement supérieur, ils me disaient : « On prend quelqu'un d'intelligent, qu'il ait un master de philo, un master d'histoire ou un master de droit, on ne fait plus la différence. » Ils veulent voir qui est capable de remplir les fonctions qu'ils veulent donner. Mais il y a cette idée. Sur la formation continue, on a toujours un public d'adultes.

Mais de deux façons : il y a un public d'adultes qui s'inscrit comme un étudiant lambda, des gens qui sont en reconversion professionnelle, des chômeurs... On en a quelques-uns. Cela continue à être une des spécificités de l'université. On a des gens de tous âges, il y a de l'intergénérationnel dans cette université. C'est peut-être quand même en voie de régression, quantitativement. À une époque, il y avait des cours qui étaient pratiquement uniquement composés de ces gens-là. Les cours du samedi, les cours du soir... On continue à faire des cours le samedi, toute la journée. Les cours du soir, moins, parce qu'il y a l'idéologie sécuritaire derrière et que les gens ne veulent plus venir le soir à Saint-Denis parce qu'ils ont peur de se faire agresser. Il y a des cours jusqu'à 20 h, mais les cours de 18 à 20 h sont désertés.

Ce qui a beaucoup crû, c'est la formation, qui est un service séparé, qui fait des cours réservés aux adultes qui paient. Le drame est qu'ils ne paient pas l'inscription étudiante, ils paient l'inscription salariée et c'est quand même relativement cher. Si cela n'est pas pris en charge par l'entreprise, d'une façon ou d'une autre, ce sont des sommes qui peuvent être dissuasives. Tant que j'ai eu mon mot à dire, y compris dans le contrat d'établissement, j'ai maintenu l'idée qu'il fallait que des salariés puissent venir librement s'inscrire dans n'importe quel cours, y compris comme auditeurs libres. Un salarié qui veut écouter tel cours de droit parce qu'il a besoin de se mettre à jour vient comme auditeur libre, paie l'inscription à l'université et c'est tout. Je pense que c'est une richesse. Ceci étant, beaucoup d'universités prennent des salariés maintenant. Là-dessus, Vincennes n'est plus tout seul, loin de là. Dans presque toutes les universités, vous avez de la formation continue pour salariés qui est mise en place. C'est plutôt quelque chose qui se faisait, à l'origine, uniquement à Paris-VIII et qui a essaimé. Ceci étant, la formation continue est majoritairement faite en

France hors des universités. Ce qui n'est pas sain. Mais les entreprises en reviennent. Pendant les Trente Glorieuses, elles avaient mis en place des formations maison. Elles se sont rendues compte que cela leur coûtait cher, que les types qu'elles recrutait étaient mauvais parce que les enseignants d'université ne venaient pas. Elles étaient obligées de recruter des gens qui n'y connaissaient rien. En définitive, cela ne leur servait pas à grand-chose. Un certain nombre de grands groupes se sont réorientés en disant à leurs cadres : « On vous offre une formation universitaire de reconversion. » Cela évolue un peu. De ce côté-là, je pense qu'il y a eu un certain progrès. Mais ce n'est pas mai 68. Mai 68, c'était : l'université doit servir à vous ouvrir l'esprit et pas forcément à vous donner un métier. Aujourd'hui, les jeunes sont terrorisés, angoissés, tétanisés par le problème du débouché.

30 Aujourd'hui, savoir et marché

Comment avez-vous perçu les derniers mouvements des facs, les mouvements anti-LRU ?

Je suis un peu extérieure. Je n'étais plus à l'université ou très peu. Le mouvement a été très puissant à Vincennes. Ma fille enseigne à Vincennes, les cours se sont arrêtés pendant quatre mois. Je ne suis pas sûre qu'il était aussi puissant ailleurs. Je crois que ce mouvement traduit plusieurs choses. Il traduit l'angoisse des étudiants. Ils se disent : « On va nous faire un texte nouveau... » Ils ont eu peur que les universités soient abandonnées financièrement par le pouvoir, ce qui n'est pas exclu d'ailleurs, et qu'on leur dise : « Vous vous tournez vers le marché et vous récupérez de l'argent. » À Vincennes, ça a été

très fort. Il y a eu plusieurs choses : les communistes et une partie des trotskistes – je crois qu’il n’y a plus beaucoup de maoïstes – et quelques mouvements latinos connexes ont mené la bataille contre la droite. C’était une bataille anti-Sarkozy : une loi Sarkozy, c’est une mauvaise loi. Mais vous avez une grande partie des étudiants qui n’étaient pas politiquement mobilisés – ils ne savent pas ce que représentent le trotskisme ou le PC, qui est en perdition – mais qui se sont dit : « On va nous obliger à sortir avec des diplômes, qu’est-ce qu’ils vaudront ? » Ils ont eu peur de l’abandon de la garantie nationale. Je pense qu’il faut l’autonomie des établissements. On parle toujours des universités américaines, mais en oubliant qu’elles ne fonctionnent pas selon la loi du marché, ce sont des fondations. Qu’on nous laisse faire des fondations en France ! Pour le moment, on est université publique. Pourquoi pas ? Mais cela implique que l’État finance. Les étudiants et les enseignants ont peur que ce soit la première étape d’un désengagement de l’État. Or, l’autonomie est une autonomie à l’intérieur du service public, on ne vous permet pas d’être une 31 boîte privée, on ne vous permet pas de devenir une fondation. On est toujours au milieu du gué en France dans les réformes. C’est ce qui est terrible. Si on veut faire l’autonomie, pourquoi pas ? Je suis favorable, mais on fait une autonomie à l’américaine avec des fondations. Si demain Vincennes devient une fondation, elle est richissime. Il suffit de s’adresser à tous les étrangers qui sont passés par Vincennes et qui ont des postes importants partout pour qu’ils financent. Dans une fondation, tous les étudiants, une fois partis, paient. Qu’est-ce qui fait la richesse des universités américaines ? Tout étudiant continue à donner une dîme à l’université toute sa vie. Elles vivent comme cela. Elles ne vivent pas sous la pression d’une grosse boîte. Elles ont de l’argent partout. Qu’on fasse des fondations et, après, on se débrouille. Là, on est dans le service public, on

ne peut pas être une boîte privée, on n'est pas dans les rapports marchands. On ne va pas mettre les universités dans les rapports marchands en France, cela m'étonnerait. Mais on ne veut pas nous donner le statut de fondation. On est au milieu. Si l'État, l'autonomie aidant, sanctionne certaines universités, il pourra sanctionner en disant : « Vous avez fait ce que vous vouliez mais ce que vous faites ne m'intéresse pas. Vous n'êtes pas capable de bien vous gérer, vous avez un déficit, comment cela se fait-il ? On ne comble plus les déficits. » Les étudiants n'ont pas été voir jusque-là, mais un certain nombre d'enseignants si. Pourquoi les présidents étaient pour ? Parce qu'ils jouent la carte de la gestion autonome : on aura moins d'enquiquinements de la part de l'État. Il y a un décalage entre gérer une université de façon intelligente et les ministères. J'ai été au ministère, je peux le dire. La manière dont fonctionne le ministère est incompatible avec l'autonomie du savoir. Ce sont des circulaires, des mégotages... Donc, les présidents d'université étaient plutôt favorables. Il y a ceux du Snesup qui étaient poli-

32 tiques. Le PC a essayé de redorer un peu son blason au niveau du Snesup ou Sauvons la recherche avec une bataille politique frontale. Pourquoi pas ? Mais je ne suis pas sûre que l'université soit un bon enjeu politique, je ne le crois pas. Il faut chercher ailleurs. Ils ont utilisé ça comme ça. Mais je crois qu'il y a plus que cela. Il y a cette inquiétude : qu'est-ce que ce statut va nous donner ? Est-ce qu'il ne va pas permettre à l'État de retirer ses billes dans certaines universités ? Étant donné que toutes les universités ne vont pas contractualiser au même moment, vous pourrez avoir des jeux de mise en compétition par le pouvoir, pas une mise en compétition par le marché. Je suis inquiète pour les sciences sociales en France. Je pense qu'il y a une régression, que la sociologie est dénigrée. On ne finance plus les recherches. Quelqu'un qui a fait une thèse de philosophie trop marginale n'est pas recruté comme maître de

conférence, donc ne rentrera pas dans l'université. Il ira ailleurs. Pareil en sociologie. Quelqu'un qui travaille sur les études féminines, pour être recruté par les commissions spécialistes ou par le CNU, c'est la croix et la bannière. On retourne à une logique extrêmement réactionnaire, au sens pré-soixante-huitard, en sciences sociales, malgré les progrès qui ont été faits. Il y a une volonté de reprise en main. La sociologie, à quoi sert-elle ? À faire la révolution, comme disait Sartre. Le pouvoir actuel n'est pas content d'entendre cela. Il ne veut pas l'entendre et donc finance des gens qui font des enquêtes de terrain, de la sociologie pratique, des sondages. On travaille sur toutes ces manifestations qui ne mettent pas en jeu la notion de résistance, par exemple. Je ne sais plus qui disait : « Penser, c'est commencer par dire non ». C'est complètement gommé par la logique gouvernementale. Il y a une volonté d'instrumentaliser les sciences humaines en aidant ceux qui ont un point de vue très ponctuel. C'est mon inquiétude.

Les suppressions de poste, par exemple, qui vont-elles toucher dans le supérieur ? Cela ne va pas toucher les gros laboratoires scientifiques, les gros laboratoires du CNRS. Cela va toucher la philo, l'histoire contemporaine, les études féminines, la pluridisciplinarité, les gens qui travaillent sur la société avec un regard critique, distant. Je pense qu'on est plutôt dans une phase de régression dont les universités de sciences humaines pâtiront. Pas seulement Vincennes. Mais toute ma génération part à la retraite. Il va y avoir beaucoup de postes. Que vont devenir ces postes ? Pour le moment, ils s'attaquent au second degré, ce sont les gros chiffres : trente mille postes, c'est énorme. Dans le supérieur, cela ne peut pas être du même ordre. Mais si on ferme un poste par ci, un poste par là, dans des disciplines clés, cela peut compter. Ce n'est pas un problème de chiffre. Vous empêchez un laboratoire de se constituer et donc, vous empêchez une logique. La philosophie est dans

le collimateur. Quand j'étais au ministère, j'ai bien vu la bataille qu'il a fallu mener pour défendre la philosophie. Spontanément, les gens disent : « À quoi la philosophie sert-elle ? Il n'y a pas besoin d'avoir de la philosophie dans toutes les disciplines. Il n'y a qu'à mettre de la philosophie à Paris-IV et cela suffit. Pas besoin d'en mettre à Nanterre, à Paris-VIII, dans une université nouvelle, cela ne sert à rien ! » On met un laboratoire. Sauf que si vous ne mettez de la philosophie qu'à Paris-IV, vous n'avez qu'une philosophie qui s'exprime. Et les gens qui s'expriment à Paris-VIII ou à Nanterre ne s'exprimeront pas à Paris-IV, jamais. Il s'agit donc de savoir si vous voulez des débats sur la société ou si on va vers une uniformisation. Sur le supérieur, pour le moment, cela n'a pas l'air touché, mais il n'y a aucune création de poste depuis trois ans, je crois. On créait trois mille cinq cents postes par an quand même. La différence est là. Cela permettait à une université de dire : on va mettre un poste en philo... En allemand, il n'y a plus d'élèves dans les universités françaises. Mais il y a quand même des chercheurs. Avec 34 l'Europe, il faudrait des germanistes. Ce n'est pas idiot de penser qu'on maintient des germanistes. Mais il faut accepter de mettre des enseignants devant très peu d'élèves ou de leur demander de faire des cours ailleurs. Mais supprimer le poste... La logique purement quantitative du nombre d'élèves, elle peut être dramatique pour la recherche. Si vous créez des postes, un président d'université accepte de dire : je mets des postes en droit parce qu'il y a beaucoup d'étudiants, en économie, en informatique, en art – il y a beaucoup d'étudiants en art qui se disent : « Comme de toute façon, on va être chômeur, autant faire les choses qui nous plaisent » et ils vont en art. Ils mettent des postes-là, mais s'ils ont quinze postes, ils ne suppriment pas les postes des petits départements ou ce qu'on appelle les petites langues. Alors que sans poste ou très peu, on supprime les postes de chinois parce qu'il y a peu d'étudiants. La tenta-

tion du président d'université, c'est de mettre les postes là où il y a beaucoup d'étudiants pour avoir la paix. Mais il faut tenir les deux bouts. Il faut mettre des postes là où il y a des étudiants, mais aussi laisser les chercheurs chercher. Et la recherche ne peut se faire que de façon contradictoire. Si vous n'avez qu'un lieu de recherche, vous n'avez qu'un type de recherche et qu'un type de parole. Il faut qu'il y ait plusieurs lieux de recherche pour que les gens ne disent pas la même chose. Mais il faut mettre des postes pour cela. La bataille des postes peut être une bataille considérée comme superficielle, mais c'est une bataille de fond en fait. Les présidents d'université veulent la paix, pas les enquinements.



“le savoir est une marchandise”